

ARRÊTÉ

Service : Prévention et tranquillité publique

Références : N.M

N° 245-2026

Objet : OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC – PLACES DE STATIONNEMENT DEVANT LE 9 ARISTIDE BRIAND – LE SAMEDI 25 AVRIL 2026 – 07H00-12H30.

Le Maire de la Ville de Couëron,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la route ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu la délibération du conseil municipal n°2021-127 du 13/12/2021 portant sur l'adoption du règlement des occupations du domaine public et l'extension des domaines concernés ;

Vu la décision municipale n°2026-010 du 16/01/2026 concernant l'approbation de la tarification des occupations du domaine public ;

Considérant le souhait du centre d'incendie et de secours de Couëron d'organiser une manœuvre incendie dans le bâtiment situé au 9 place Aristide Briand ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures de sécurité particulières ;

arrête

Article 1 : Pendant la manœuvre incendie du 25 avril 2026 de 7h00 à 12h30, **le centre d'incendie et de secours de Couëron sera autorisé à occuper l'espace devant le 9 place Aristide Briand** et les mesures suivantes seront appliquées :

- Neutralisation de 2 places de stationnement ;
- Stationnement des véhicules autres que ceux utilisés dans le cadre de la manœuvre interdit.

Article 2 : **Le centre d'incendie et de secours de Couëron** devra prendre toutes les mesures nécessaires à la sécurité des usagers.

Article 3 : La signalisation réglementaire sera mise en place par le demandeur et **le présent arrêté devra être affiché aux extrémités de l'emplacement 48 heures à l'avance afin d'informer les riverains.**

Article 4 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée par procès-verbal et poursuivie conformément aux règlements en vigueur. Le stationnement de tout véhicule, hors cadre de cette intervention, au droit des aires affectées est considéré gênant et constitue une infraction au sens de l'article R 417-10 paragraphe II 10° du Code de la route.

Article 5 : Cette autorisation est accordée à titre précaire et révocable. Son retrait peut intervenir sur décision de l'autorité municipale, à tout moment, si l'intérêt de la voirie, de l'ordre public ou de la circulation l'exige, ou en cas de manquement aux obligations prévues par cet arrêté.

Article 6 : Madame la directrice générale des services, Monsieur le commandant de la brigade de gendarmerie de Couëron et les agents de la police municipale, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 : Le présent arrêté sera affiché et publié conformément aux articles L 2131-1 et L 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

À Couëron, le **22 AVR. 2026**



Axel Casenave
Maire

A. Casenave

Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nantes (6 allée de l'île Gloriette, 44000 Nantes) ou par télérecours <https://citoyens.telerecours.fr/> dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Mis en ligne sur le site Internet de la Ville du *22/04/2026* au *22/06/2026*